Les hommes de la Compagnie royale d'Afrique au XVIII^e siècle. Une intégration illusoire

Olivier Lopez

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/6364>

DOI : 10.4000/cdlm.6364

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2012

Pagination : 33-47

ISBN : 978-2-914-561-58-7

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Olivier Lopez, « Les hommes de la Compagnie royale d'Afrique au XVIII^e siècle. Une intégration illusoire », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 84 | 2012, mis en ligne le 15 décembre 2012, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/6364> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.6364>

Les hommes de la Compagnie royale d'Afrique au XVIII^e siècle. Une intégration illusoire

Olivier LOPEZ

En 1741, la Compagnie royale d'Afrique est créée, sous impulsion de la couronne de France, pour gérer le commerce avec la Barbarie, c'est-à-dire l'Afrique du Nord. Après les échecs successifs d'une série de compagnies à privilèges depuis le milieu du XVI^e siècle, le succès et la longévité de cette compagnie – plus de 50 ans – sont presque surprenants.

L'année même de sa création, elle perdit son comptoir du Cap Nègre à la suite d'un conflit avec le Bey de Tunis concernant l'île de Tabarque. Elle dut donc réorganiser son activité autour de la place de La Calle, territoire dépendant de la régence d'Alger. Dans ce contexte conflictuel, la question du travail effectué chez l'autre pose, par essence, la question du rapport à celui-ci, mais également celle de savoir si ce travail s'effectue avec ou contre l'autre. Il induit aussi la nécessité de poser un regard sur les éventuelles violences qui peuvent découler de cette situation ou être la conséquence d'un contact imposé. De 1741 à 1793, la Compagnie royale d'Afrique fait vivre et travailler sur la rive sud de la Méditerranée, à La Calle mais aussi à Bône et au Collo, entre 300 et 500 employés venus du royaume.

Les archives de la Compagnie, et notamment la correspondance que ses officiers en poste dans les concessions d'Afrique ont échangée avec leur direction, située à Marseille, sont à même de nous renseigner dans une certaine mesure sur les violences auxquelles ces hommes ont été confrontés.

Cette violence qui paraît faire partie du quotidien résulte de plusieurs facteurs. En distinguant une première forme de violence, d'ordre moral et acceptée par les travailleurs, inhérente au déracinement, et une violence plus commune, physique, subie, dans l'exercice quotidien des tâches à accomplir, nous serons à même d'entrevoir le regard que portent ces hommes sur leurs partenaires commerciaux chez qui ils sont installés, dans un espace où la notion d'étranger est renforcée par la distinction religieuse.

Une violence inhérente au changement

Partir

Aller travailler sur les côtes d'Afrique, c'est d'abord partir hors de chez soi et quitter les siens. Les nombreuses lettres sollicitant un recrutement par la Compagnie attestent que ce départ correspond à un choix. Il n'en demeure pas moins qu'il représente un déracinement, qui ne signifie pas pour autant indifférence ou oubli de ce qui se passe de l'autre côté de la Méditerranée : les hommes de la Compagnie, notamment les officiers, restent en contact, complexe et lent, avec leur famille, et suivent leurs affaires.

La question familiale occupe une place importante dans la correspondance que les officiers échangent avec la direction marseillaise. Entre 1741 et 1793, sur 199 lettres échangées par le personnel des concessions, 53, soit près de 27 % d'entre elles, concernent des affaires familiales¹ : 10 concernent le recrutement d'un parent², 13 la transmission de lettres à un parent ou des informations familiales par le biais des directeurs, 11 annoncent le décès d'un proche³, 12 s'appuient sur des affaires de famille – dont des décès – pour demander un congé, une prolongation de congé ou justifier un retard dans la prise d'une fonction, et 3 lettres concernent la présence de la famille d'un officier dans les concessions.

Ce dernier aspect est particulièrement révélateur de la politique de la Compagnie. Vraisemblablement installé à Tunis avec sa famille, Maunier écrit à Marseille pour faire part des difficultés qu'il rencontre pour rejoindre La Calle et y prendre ses nouvelles fonctions de « trucheman », soit d'interprète. Il précise, incidemment, qu'il cherche à s'y rendre « avec [sa] famille »⁴. La réaction de la Compagnie est rapide : dès le lendemain de son arrivée à La Calle, Maunier est informé de la nécessité de renvoyer sa famille en France. « Consterné » par cet ordre, il en appelle à la clémence de la Compagnie pour que cette dernière permette que ses proches « passent l'hiver ici, et à la belle saison, [il] subir[a] avec soumission les ordres que la Compagnie [lui] prescrira »⁵.

Ce cas, en rien isolé, illustre la fermeté dont fait preuve la Compagnie en matière de « rapprochement familial » : seuls les employés ont leur place dans les concessions. On note pourtant une exception à cette règle, concernant le cas d'un certain Bourguignon. En congé à Marseille suite à une maladie, Bourguignon, alors agent à Bône, se présente à l'Assemblée de la Compagnie pour annoncer son rétablissement et demander la faveur d'être accompagné de sa famille.

1. Archives de la chambre de commerce et d'industrie de Marseille-Provence (désormais ACCIMP) L.III 391 et L.III 392, Personnel des concessions.

2. Exceptionnellement, le non recrutement, demandé par la famille.

3. Les transmissions d'inventaires après décès ou de décès sur place ne sont pas comptabilisées ici, si la famille n'est pas intervenue dans la correspondance.

4. ACCIMP L.III 392, lettre de Maunier du 27 juillet 1743.

5. ACCIMP L.III 392, lettre de Maunier, 21 août 1743. La lettre suivante (23 septembre), indique que la Compagnie a accédé à cette demande ; l'affaire ne sera plus évoquée par la suite.

Il a représenté qu'il était obligé d'employer la majeure partie des honoraires de l'agence pour l'entretien de sa femme et de son fils résidant à Marseille, il a demandé qu'il lui fut permis de les avoir auprès de lui à Bône comme lorsqu'il résidait à Smyrne, à Angora⁶ et à Chypre, qu'il espérait que la Compagnie voudrait bien lui procurer le moyen de faire quelque épargne et la satisfaction de vivre avec sa famille. [...] Il a été délibéré [...] de lui permettre d'amener avec lui sa femme et son fils à Bône, en considération des services qu'il a rendus à la Compagnie, de ceux qu'il pourra lui rendre encore auprès du Bey de Constantine, qui a manifesté l'envie qu'il a de l'obliger personnellement, [...] sans que cette permission puisse servir de prétexte aux autres officiers de la Compagnie dans les concessions d'en demander de pareilles⁷.

Mesure d'exception, donc, que cette autorisation de se faire accompagner sur les côtes de Barbarie par sa famille, dont il est précisé qu'elle ne pourra valoir de précédent. On perçoit mieux, déjà, le déracinement qui devait être celui de ces hommes, qui, même s'ils étaient déjà habitués à travailler loin de chez eux, se trouvent ici contraints de rompre toute relation quotidienne avec leurs proches, ce qui n'est pas une fatalité, puisque Bourguignon comme Maunier visiblement travaillaient déjà en Afrique du Nord ou en Turquie, et accompagnés de leur famille. Il s'agit donc bien d'une exigence spécifique de la Compagnie, sans pour autant que plus d'explications ne soient données à ce sujet.

Arriver

Quitter un territoire implique également de devoir s'acclimater à un nouveau. Le constat pourrait paraître banal sinon futile, mais la brutalité du changement et les ravages qu'il engendre ne sont-ils pas palpables dans les correspondances ?

Ainsi, 15 % des 231 lettres échangées entre officiers et directeurs entre 1741 et 1793⁸, soit 36 lettres, font état de problèmes sanitaires : elles évoquent rarement des rumeurs d'épidémies ou des blessures, mais essentiellement des fièvres survenues à cause « de la malignité du climat »⁹, nécessitant fréquemment, selon leurs auteurs, un congé « pour aller voir si l'air natal [...] serait plus salubre »¹⁰.

Malheureusement, les détails sur les maladies sont rares. Bien sûr, la peste demeure endémique et est évoquée dans ces échanges épistolaires. Pour autant, ce n'est pas la principale crainte sanitaire : lorsqu'il s'agit de peste, le terme est employé ici clairement, et il n'est pas question de faire repasser en France les malades qui, généralement, décèdent rapidement, pour que le changement d'air agisse sur leur santé ! Il est également fait mention d'une « charbonnite »¹¹ et d'« incommodités scorbutiques »¹² de façon marginale.

6. Ankara.

7. ACCIMP L.III 390, Gouverneurs, délibérations de l'Assemblée de la Compagnie royale d'Afrique, 6 avril 1773.

8. ACCIMP L.III 390, 391 et 392, Personnel des concessions.

9. ACCIMP L.III 392, lettre de Papillon, 28 février 1791.

10. ACCIMP L.III 391, lettre de Chataud, 19 décembre 1760.

11. ACCIMP L.III 391, lettre de Bronde, 5 janvier 1746.

12. ACCIMP L.III 392, lettre de Gabriel Ramel, 2 juin 1785.

Aucune description du climat et des difficultés qu'il présente pour l'organisme n'est donnée dans ces liasses. Tout au plus trouve-t-on, dans un mémoire, cette description laconique :

Le comptoir de La Calle est situé sur la pointe d'un cap flanqué à droite et à gauche par la mer ce qui en rend les logements excessivement humides ; quoiqu'il ait été employé pour rendre les magasins à blé propres à les conserver tous les moyens qu'on a pu imaginer, il arrive cependant que les blés s'y gâtent pour peu qu'ils y demeurent¹³.

Nous le voyons, l'attention première n'est pas portée ici aux hommes, mais bien aux conditions de conservation des marchandises. Les organismes humains doivent pourtant faire également face à cette humidité, ainsi qu'aux fortes chaleurs estivales.

Ces quelques informations donnent une idée claire de la situation des hommes travaillant dans les concessions, notamment à La Calle : sur cette seule place, en 1780, le chirurgien Ramel dénombre 33 morts entre janvier et novembre¹⁴. La lettre de son confrère Jauffroy, chirurgien major de la place, écrite quelques années auparavant, est encore plus explicite :

Ma santé se trouvant toujours plus altérée à cause des fatigues et des attentions continuelles qu'il faut donner aux malades dont l'hôpital ne cesse de fourmiller, dont la place est infectée [...] je viens vous prier de vous pourvoir dans tout l'hiver d'un autre qui ait une meilleure santé que moi et plus de talents¹⁵.

Si la place de La Calle dispose d'une importante présence médicale, avec trois chirurgiens, ce dispositif s'avère insuffisant pour pallier les risques sanitaires, d'autant que des critiques apparaissent quant au travail du corps médical. Ainsi, François Truilhard, malade, qui se résout à demander un congé « pour éprouver si le changement d'air pourra [lui] être favorable », précise dans sa lettre :

Quel secours dois-je attendre ici étant malade, puisque mon frère qui l'a été très dangereusement en a manqué totalement. Le sieur Melan, chirurgien major, ne l'a visité qu'à la dernière extrémité, et qu'après que M. Bourguignon le lui eut ordonné pour la troisième fois, quoiqu'il fût obligé de passer plusieurs fois dans la journée devant la chambre du malade, il n'a jamais daigné y entrer¹⁶.

Le constat sanitaire est donc clair. Malgré une implication de la Compagnie dans ce domaine, avec un hôpital et trois chirurgiens, les conditions de travail sont difficiles ; la violence subie par les corps nécessite souvent un retour en France, qu'il soit définitif ou plus fréquemment temporaire. Les hommes qui s'engagent auprès de la Compagnie avaient-ils conscience de cette difficulté ? Il est peu aisé de l'affirmer, mais leur retour après une période de congé semble prouver qu'ils l'acceptent.

13. ACCIMP L.III 8, Compagnie d'Afrique, 1754.

14. ACCIMP L.III 392, lettre du chirurgien Ramel, fils de Gabriel, 3 novembre 1780. Un calcul précis du taux de mortalité est encore impossible, la correspondance n'indiquant pas si ces décès relèvent uniquement des employés de la Compagnie aux concessions ou incluent ceux qui auraient pu survenir dans la population « mouvante » (hommes de mer notamment).

15. ACCIMP L.III 392, lettre de Jauffroy, 20 septembre 1774.

16. ACCIMP L.III 392, lettre de Truilhard, 5 décembre 1774.

S'adapter

S'établir chez l'autre, c'est également s'immiscer dans un nouveau jeu politique, dont les règles peuvent différer de celles qui étaient familières à ces travailleurs venus d'ailleurs. Cela ne concerne pas la majorité des hommes travaillant dans les concessions, mais, en tant qu'institution présente en terre étrangère, les principaux officiers de la Compagnie se trouvent confrontés à des pressions, pour soutenir l'un ou l'autre des acteurs de la vie politique locale. Les interactions entre les partenaires ne sont plus seulement des relations de commerce mais touchent d'autres domaines.

Un mémoire anonyme de 1782 situe « le principal établissement de la Compagnie royale d'Afrique [...] sur un rocher aux confins des royaumes d'Alger et de Tunis »¹⁷. Depuis le début du xvr^e siècle, la majeure partie de l'Algérie, mais aussi la Tunisie et la Tripolitaine, sont sous domination ottomane. La régence d'Alger, dirigée par un dey, fonctionne en s'appuyant sur une administration centrale, le *diwan*, déclinée au sein d'administrations provinciales. La province d'Alger relève directement du dey, trois autres *beyliks* (territoires) sont confiés à trois beys, celui du Couchant, de Titteri et de Constantine. Chacun de ces beys nomme les *qaïds*, qui investissent à leur tour les *cheïks* des tribus soumises. Dans ce contexte fortement hiérarchisé, où les relations internes aux divers niveaux de l'administration sont loin d'être simples, la Compagnie joue un rôle important, souvent contre sa volonté. En 1750, la description de Simon Lablache, directeur général des concessions à La Calle, éclaire les liens entretenus avec les représentants du pouvoir :

Le Bey de Constantine voudrait rendre en quelque façon la place responsable de toutes les avanies qu'il suscite au Cheik Abdallah¹⁸ ou qu'il lui fait susciter par son Calife ou par son Qaïd à Bône [...]. En 1744 le Bey fit arrêter et traduire à Constantine le Cheik Abdallah qui pour se délivrer des bastonnades qu'il recevait promit de donner 10 000 piastres à ce seigneur qui le relâcha moyennant qu'il lui donnerait son fils aîné en otage, la place fut obligée de payer la plus grande partie de cette somme, tellement qu'à l'arrivée à La Calle de M. Lablache qui fut le 18 septembre 1748 ce Cheik se trouvait encore débiteur de 8 000 piastres, vers le mois de novembre de la même année 1748, le Bey cherchant une nouvelle avanie au Cheik Abdallah il le fit arrêter et traduire à Constantine [...]¹⁹.

Cette nouvelle arrestation pousse la Compagnie à avancer de nouveau 10 000 piastres pour sa libération.

Actrice involontaire des relations tendues entre le *cheïk* de La Mazoule et le bey de Constantine, la Compagnie se trouve dans une situation encore plus inconfortable lorsque la nation de La Mazoule traverse une période troublée. Ainsi, les deux fils d'Abdallah, Ali Bey et El-Bahy, entrent en conflit durant les années

17. ACCIMP L.III 8, mémoire envoyé à M. Sabatier de Cabres, le 15 avril 1782.

18. *Cheïk* de La Mazoule, la nation « la plus considérable et la plus puissante » (ACCIMP L.III 8, mémoire envoyé à M. Sabatier de Cabres, 15 avril 1782), des nations arabes qui entourent La Calle.

19. ACCIMP L.III 1038, usances introduites à la place de La Calle par le Bey de Constantine actuel, insultes, avanies et hostilités par lui causées à ladite place, mémoire de Simon Lablache, 20 mai 1750.

1770 pour prendre la place de leur père. Celui-ci doit fuir, mais il parviendra à reprendre le contrôle de la Mazoule, avant de décéder vraisemblablement en 1783²⁰. Sans revenir sur l'évolution de la situation et les diverses péripéties qu'elle engendre, notons que l'ensemble des protagonistes s'adressent tour à tour à la Compagnie royale d'Afrique pour obtenir des fonds qui leur permettraient de prendre le dessus sur les autres belligérants, prétendant régulièrement, d'après les dires des officiers de la Compagnie, agir en intelligence avec le bey de Constantine.

Il est difficile, dans cette situation, de déterminer qui manipule qui. Double jeu du bey? Argument sans fondement avancé par les acteurs qui espèrent avoir plus de poids ainsi pour revendiquer une aide financière? Interprétation volontairement excessive des principaux officiers de La Calle qui veulent éviter qu'une action de leur part se retourne contre les intérêts de la Compagnie? Toujours est-il qu'en 1780, la stratégie est claire :

Dans ces circonstances, il semble que le seul parti à prendre est la neutralité la plus exacte, la Compagnie doit éviter d'entrer en rien dans ces démêlés et de favoriser aucun parti [...] en donnant des secours en argent à l'un des deux elle ne peut qu'indisposer l'autre, hasarder la tranquillité de la place et [...] rien ne peut lui assurer la rentrée des sommes qu'elle prêterait²¹.

Cette position « attentiste » est renforcée dans les écrits des années suivantes : en 1782, un mémoire précise que « le choix entre le père et le fils est fort indifférent à la Compagnie, il lui importe seulement qu'il n'y en ait qu'un seul qui gouverne, elle avisera ensuite au plan de conduite qu'elle doit tenir avec lui »²², pour indiquer ensuite, dans un mémoire non signé mais postérieur à 1783, que « la mort du Cheik Abdallah ne paraît pas devoir causer de changements dans l'état du pays voisin de La Calle, quel que soit le Cheik que le Bey nommera »²³.

Nous avons bien ici l'illustration d'une Compagnie tentant de résister aux pressions pour intégrer le jeu politique local, non par déontologie, mais par crainte simplement de se voir reprocher par la suite un parti pris qui pourrait nuire à ses intérêts commerciaux.

Une violence intrinsèque au territoire?

Le contact avec l'autre

Les sources mobilisées dans cette étude ne sont pas les plus à même de fournir des données chiffrées quant au nombre d'attaques, de vexations ou d'insultes auxquelles les hommes de la Compagnie durent faire face ou à l'origine desquelles

20. Charles Feraud, *Histoire des villes de la province de Constantine, La Calle*, Alger, Typ. de l'association ouvrière V. Aillaud et Cie, 1877, p. 369 : l'auteur cite une lettre partie de Marseille le 7 mars 1783, annonçant que la Compagnie vient d'apprendre la mort du *cheik* Abdallah.

21. ACCIMP L.III 69, règlement pour les comptoirs des concessions de la Compagnie, 1780.

22. ACCIMP L.III 8, mémoire envoyé à M. Sabatier de Cabres, 15 avril 1782.

23. ACCIMP L.III 8, Tableau actuel de la situation des affaires de la Compagnie et des objets qui entrent dans son administration.

ils se trouvèrent. Mais au-delà d'une approche quantitative, ce sont davantage les réactions, les comportements, et la façon dont les événements sont rapportés qui retiennent notre attention.

Nous avons vu précédemment la violence du contexte politique local, notamment au travers des relations entre le bey de Constantine et le *cheik* de La Mazoule, plusieurs fois passé à tabac et menacé de décapitation. Un mémoire de 1754 précise que « le directeur général des concessions fait sa résidence à La Calle, que cet établissement est muré et défendu par quelques batteries mais mal pour n'avoir pu obtenir la permission de se mieux garantir des Maures du voisinage contre lesquels il faut être continuellement en garde »²⁴.

Les informations présentes dans ces correspondances sont toutefois à prendre avec précaution. Ne présentant qu'un seul point de vue, il est envisageable que les périls aient été accentués pour donner à la direction marseillaise une vision plus dramatique du quotidien vécu sur place.

Si nous ne devons noter que les principaux événements illustrant cette vive tension, il faudrait avant tout rappeler l'abandon de La Calle le 23 septembre 1744, lorsque des chebecs algériens viennent saisir des corailleurs tabarquins. Cette présence provoque une véritable panique au sein de la population française qui « ayant pris l'épouvante et craignant d'être faite esclave fuit du côté des Nadis pour aller se réfugier à Tunis, il en fut massacré la moitié²⁵ et le bien de la Compagnie fut exposé au pillage »²⁶. La présentation que donne ici le directeur général Lablache de l'événement, six ans après, convainc d'une situation incontrôlable, alors que la lettre de Maunier²⁷, qui évoque l'événement qui vient de se dérouler, tend à mettre en avant une violence volontaire, délibérée et presque préméditée des équipages algériens à l'encontre des employés de la Compagnie. La part des choses se révèle difficile à établir.

Il demeure pour l'heure complexe de déterminer s'il s'agit d'une violence quotidienne, permanente, ou exceptionnelle, conjoncturelle. L'affaire des chebecs algériens revêt une importance unique, bien comprise par les agents de la Compagnie qui l'évoquent encore dans leur correspondance dix ans après. Pourtant, une forme de violence plus habituelle est visible, notamment dans la formulation utilisée pour présenter les agressions subies. Ainsi, Maunier, l'agent au Collo, a « eu beaucoup à souffrir de la part des Collins [qui lui ont] encore écrasé le toit de sa maison à coups de pierres, ce qui [...] engage à mener avec la frégate un maçon pour le réparer²⁸ ». Le flegme avec lequel la nouvelle est annoncée laisse songeur. Peut-on parler de désintérêt pour l'employé en question ? Une certaine compassion est néanmoins palpable dans la rédaction, lorsque ses souffrances sont évoquées. S'agit-il alors d'une accoutumance au phénomène, comme tendrait à le

24. ACCIMP L.III 8, Compagnie d'Afrique, mémoire de 1754, sans signature ni destinataire.

25. Population totale estimée alors à 500 personnes, d'après ACCIMP LIII-8, Compagnie d'Afrique, 1754.

26. ACCIMP L.III 1038, usances introduites à la place de La Calle par le Bey de Constantine actuel, insultes, avanies et hostilités par lui causées à ladite place, 1750.

27. ACCIMP L.III 392, lettre de Maunier, 5 octobre 1744.

28. ACCIMP L.III 392, lettre de Maurin, 6 novembre 1776.

démontrer l'emploi du terme « encore » ? Ou bien est-ce simplement considéré comme un aléa inévitable du commerce chez l'autre ? Toujours est-il que l'auteur précise qu'il « voi[t] par tout ce que marque M. Maunier que les Collins deviennent toujours plus méchants, [il a] prié M. Bourguignon de [lui] donner une paire de pistolets moulés sur l'argent autant pour contenir les Collins par des menaces [qu'il] ne manquera pas de leur faire qu'à la première insulte [il] ira au Bey, que pour [s]'en servir en cas de besoin »²⁹.

À la vue de ces indications, s'il semble plus juste de considérer l'omniprésence d'une menace quotidienne qui pousse les hommes de la Compagnie à s'en protéger, cet état de fait ne renseigne pas sur les causes qui engendrent la violence constatée. Dans un mémoire de 1750³⁰, Lablache, directeur des concessions, nous apprend que La Calle doit être protégée d'hostilités fréquentes de la part des Nadis ou des Mazoulens notamment. Dans les deux cas, il se tourne pour obtenir protection soit vers le bey de Tunis, soit vers celui de Constantine, qui monnaient leur protection. De même, les visites du *qaïd* envoyé annuellement par le bey de Constantine dans la place de La Calle, accompagné de 150 ou 200 cavaliers, sont l'occasion pour les autorités de marquer leur supériorité et leur autorité retrouvée sur cette portion du territoire, mais aussi pour toucher des lismes et des dons qui justifient les privilèges dont ils laissent jouir la Compagnie.

Autorité retrouvée car dans le même mémoire, Lablache nous apprend que La Calle profitait jusque-là « d'un droit d'immunité et tous ceux qui s'y réfugiaient pour raisons quelconque étaient à couvert des recherches des Turcs, aujourd'hui ce n'est plus la même chose, le Bey envoie ses spahis rechercher les évadés de Constantine qui se réfugient à La Calle »³¹.

C'est donc bien à une violence fréquente, souvent institutionnelle, que les hommes de la Compagnie sont confrontés, moyen de rappeler que les concessions d'Afrique du Nord ne sont pas un État dans l'État, mais bien, dans le cas de La Calle, une partie du territoire de la régence d'Alger dont la Compagnie peut profiter dans le cadre et selon les modalités fixés par Alger.

Une violence importée

Si les hommes de la Compagnie royale d'Afrique sont confrontés à la violence des Maures, les relations à l'intérieur du groupe d'expatriés ne se révèlent pas plus douces, sans doute, en partie au moins, en raison du cadre de vie atypique imposé à ces hommes, confinés entre eux, dans un territoire considéré *a priori* comme hostile. Le concept de violence, dans son acception large, nous permettrait d'étudier ici l'ensemble des conflits, souvent à caractère juridique, rythmant la vie de la place, ou la reliant à la direction marseillaise. Les témoignages à ce sujet sont nombreux : plusieurs lettres révèlent des problèmes de gestion des concessions qui nécessitent une défense de la part des officiers incriminés. Le cas Garcin, par

29. *Ibid.*

30. ACCIMP L.III 1038, usances introduites à la place de La Calle par le Bey de Constantine actuel, insultes, avanies et hostilités causées par lui à ladite place.

31. *Ibid.*

exemple, est particulièrement significatif en la matière. Cet ancien agent à Bône se voit reprocher, lors de son retour à Marseille, toute une série de dysfonctionnements de la concession, qui vont du paiement des droits aux autorités locales à la tare de la balance servant à peser les laines³². Ce n'est cependant pas sur cet aspect judiciaire que nous voulons nous attarder, mais bien sur les violences au sens propre du terme qui régissent les relations entre les employés.

Les rapports avec les autorités locales semblent, dans une certaine proportion, laissés à l'évaluation des officiers sur place. Ainsi, Amalric, gouverneur de La Calle en 1790 nous apprend avoir « compensé environ 5 000 livres chaque année de la dette du cheik »³³ pendant cinq ans, soit 25 000 livres, alors que Peiron, qui assure visiblement l'intérim pendant un congé du gouverneur, aurait accru cette dette en concédant des avances au *cheik*. Cette situation prêterait à voir un rappel à l'ordre du subalterne, voire éventuellement un soutien dans le cas d'une évolution des conditions objectives sur place. Il n'en est rien. Amalric se contente d'écrire à Rémuzat, trésorier de la Compagnie :

Je pense que ce Cheik qui a toujours diminué sa dette envers moi l'aura augmentée cette année, c'est pourquoi si je ne craignais de déplaire à la Compagnie je passerais tout l'hiver prochain à Marseille afin de prouver que ce n'est pas de mon temps que sa dette ne s'est pas diminuée³⁴.

Nous ne voyons ici aucune trace de solidarité ou d'entraide, mais bien la volonté de désigner clairement les responsables et de ne prendre aucun risque de devoir supporter les conséquences des actions des autres officiers.

La mésentente entre les officiers à La Calle est générale. Notons cependant qu'elle touche particulièrement les hommes d'église. L'abbé Chaylan, par exemple, qui a « l'âme aussi noire que sa soutane »³⁵, est présenté comme un voleur profitant à titre personnel des biens de la Compagnie, mais aussi comme ayant des affaires financières assez obscures. Le prêtre Martin, « homme emporté, peu charitable envers les malades, dangereux même »³⁶ et dont le remplacement est demandé par cinq officiers, le prêtre Seguin, enfin, contre lequel le directeur général des concessions Don entame une procédure disciplinaire après avoir reçu de lui cette lettre :

J'ai appris Monsieur de vive voix par une personne respectable que vous avez tenu le propos à table qu'on m'avait renvoyé de La Calle. Je ne sais si l'ancien domestique de M. de Castellane vous a fait tenir ce langage ou non mais vous devez savoir que l'on ne renvoie que des personnes de votre espèce, vous l'avez éprouvé une fois et vous l'éprouverez bientôt une seconde³⁷, ainsi si vous avez de

32. ACCIMP L.III 390, dossier Garcin.

33. ACCIMP L.III 391, lettre d'Almaric, 22 juillet 1790.

34. *Ibid.*

35. ACCIMP L.III 391, lettre de Burlat, 11 juillet 1787.

36. ACCIMP L.III 392, lettre de Salve, 25 novembre 1746.

37. Don a assumé la fonction de directeur général des concessions de 1757 à 1762, date à laquelle il fut rappelé par Armeny de Bénézet, directeur principal de la Compagnie, avant d'être à nouveau nommé à cette fonction en 1767 pour sept ans. Voir Paul Masson, *Histoire des établissements et du commerce français dans l'Afrique barbaresque*, Paris, Hachette, 1903, p. 426-427.

l'esprit ne soyez pas si bête pour manquer totalement de bon sens. Me trouvant à dîner à mon quartier chez un ancien consul homme respectable qui est connu de M^{me} votre tante Guieu et chez qui il y avait deux directeurs de votre Compagnie d'Afrique [qui] m'ont conseillé de vous écrire cette lettre adieu je ne te crains ni en peinture ni en figure³⁸.

La tonalité de cette lettre, envoyée par un prêtre au directeur général des concessions, peut surprendre. Elle est cependant révélatrice des tensions et de la discorde qui règnent dans les rangs des officiers, qui peuvent même pousser certains d'entre eux à chercher à quitter la place, comme ce fut le cas de Burlat, qui se réjouit d'être envoyé à Tabarque car «ce pays quoique isolé sera pour [lui] préférable au séjour de la Calle, il est inconcevable qu'il y ait si peu de bonne harmonie entre les officiers»³⁹.

Pour essayer de se mettre en valeur, certains officiers n'hésitent pas à critiquer les autres employés. Ainsi, Gabriel Ramel, qui occupera les fonctions de directeur général des concessions à la mort de Garavaque en 1779, indique que Bourguignon, agent à Bône, dispose des «meilleures qualités du monde par son esprit de douceur, de paix, de bonne foi et de droiture, car il aime le bien, il est trop faible et trop asiatique et d'esprit et de corps dans l'amour des aises de la noblesse, et d'indifférence pour tout événement, dormant la moitié du jour, le ciel dut-il tomber, d'une trop facile impression, sans méfiance»⁴⁰. Cette description sans appel semble disqualifier complètement Bourguignon pour l'exercice d'une responsabilité quelconque. Pourtant, Paul Masson nous apprend que «[...] Bourguignon resta longtemps [...] au service de la Compagnie. Agent de celle-ci à Bône, avant de venir à la Calle, il fut obligé de se retirer, en 1777, pour cause de maladie, avec une pension viagère de 1000 livres; mais son expérience reconnue le fit ensuite employer de nouveau : on l'envoya une seconde fois à Bône comme agent pour y rétablir l'ordre, mais avec le titre d'inspecteur général des concessions, porté déjà par Don»⁴¹. L'octroi de cette pension viagère, tout autant que son rappel dans les concessions, montre l'importance de Bourguignon pour la Compagnie, et va à contre-courant des conclusions de Gabriel Ramel, qui pourtant ne démérite pas aux yeux de la Compagnie, puisqu'il en occupera la plus haute fonction dans les concessions quelques années plus tard : procédé qui paraît donc classique de dénigrement des autres officiers, sans pour autant que la direction marseillaise n'en soit dupe.

La difficile coexistence ne s'arrête pas à de simples querelles verbales ou calomnieuses. En 1787, Hugues, agent au Collo, est blessé par un coup de pistolet tiré par son domestique qu'il venait de renvoyer. Le danger, ici, ne vient pas toujours de l'autre : la mésentente en interne peut aussi faire risquer la mort.

Les querelles entre les officiers ne sont pas les seules à émailler le quotidien des concessions. En 1787, Burlat alerte la Compagnie sur une rébellion menée par huit

38. ACCIMP L.III 391, lettre de Seguin jointe à la lettre de Don, 7 novembre 1769.

39. ACCIMP L.III 392, lettre de Burlat, 11 juillet 1787.

40. ACCIMP L.III 392, lettre de Gabriel Ramel, 22 décembre 1774.

41. Paul Masson, *Histoire des établissements...*, *op. cit.*, p. 427.

frégataires⁴² «qui n'oublèrent rien pour soulever le reste de leurs camarades»⁴³. C'est ici le recrutement des travailleurs qui est mis en cause par cet officier :

[...] tant que l'on enverra ici des vagabonds de ville et des ouvriers du devoir qui tous sont des libertins achevés, ou gens qui ne trouvent pas dans leur métier à gagner leur vie en France, ils mettront toujours le désordre en cette place, de l'aveu de toutes les personnes les plus anciennes ici ; jamais [la] frégaterie n'a été plus horriblement garnie de scélérats, il ne faudrait faire passer que des montagnards et gens de campagne, autant toutefois que la chose est possible⁴⁴.

Cette vision, au-delà des informations sur la difficulté du travail quotidien et sur les tensions qui peuvent exister entre les hommes, nous ramène dans un cadre extrêmement catégorisé des compétences et qualités humaines, d'une vision chauvine ou xénophobe lorsqu'il s'agit de mettre en avant les qualités de travailleurs des hommes des campagnes par rapport à celles de ceux des villes, à une conception purement raciale sinon raciste lorsque le qualificatif d'asiatique permet de dénigrer un trait de caractère. Ce constat invite à nous pencher plus avant sur le regard porté sur l'autre.

D'une rive à l'autre

Le rapport au travail

Les relations de travail que la Compagnie entretient avec les Maures par l'intermédiaire de ses agents sont de nature diverse. Au premier rang de celles-ci se situent les échanges marchands. Sans entrer dans le détail du commerce contrôlé par la Compagnie, nous pouvons souligner la complexité de cette activité : rétentions de marchandises par les autorités locales, à commencer par le bey de Constantine, vente d'une partie de la production – notamment du blé – sur le marché interlope, rudes négociations des droits à payer pour l'exportation des marchandises, difficultés de paiement de dettes...

Rien, en soi, ne diffère ici des traditionnelles relations entre un client et son fournisseur, et la correspondance échangée montre que la méfiance prévaut dans ce domaine envers tout interlocuteur qu'il soit Maure ou Français ; ainsi, dans une lettre adressée à Amalric, Faisler évoque une créance difficile à recouvrer auprès d'Aly Bey :

Cet indigène osa vous dire qu'il m'avait payé, heureusement que vous saviez tout le contraire, et la preuve qu'il vous en imposait est qu'il ne m'a pas écrit pour lui rembourser cette somme, ce qu'il n'aurait pas manqué de faire si réellement il m'avait payé lors de mon départ⁴⁵.

42. «Frégataire : nom qu'on donnait aux portefaix employés par la compagnie française établie autrefois dans les pays barbaresques», *Dictionnaire de la langue française*, par Émile Littré (éd. 1863-1877), version électronique 2.0.

43. ACCIMP L.III 391, lettre de Burlat, 23 avril 1787.

44. *Ibid.*

45. ACCIMP L.III 391, lettre jointe à la lettre d'Amalric, 20 juin 1790.

Défiance, donc, qui ne doit pas faire oublier la réalité des relations commerciales. Ainsi, dans la même lettre, l'auteur indique plus loin envoyer à Amalric une caisse de dattes en remerciement de divers services, et « comme le capitaine Bonnaud est parti sans [...] faire un reçu de la caisse de datte [...] il le] prie de la lui demander d'abord après son arrivée »⁴⁶. La confiance, donc, qui n'est pas de mise dans les relations commerciales avec les Maures, ne l'est pas plus avec le capitaine du bâtiment⁴⁷.

Au-delà des relations commerciales, la vie de la place de La Calle nécessite également de faire appel aux habitants de la région pour diverses tâches. Ainsi, lorsque la Compagnie entend procéder à des travaux pour désensabler le port, il est prévu « d'employer à ce travail des Maures de La Mazoule, amis de la place, qui gagnent ordinairement un fort modique salaire »⁴⁸. Cet appel à la main d'œuvre locale se révèle relativement fréquent, mais nécessite quelques précautions, que le même document précise :

[...] attendu qu'on n'a pas la même facilité avec les Maures qu'avec les gens dépendants de la place, soit pour les avoir lorsqu'on en a besoin, ou pour les faire travailler assidument lorsqu'ils sont à la journée, on croit qu'il conviendrait mieux de donner en entreprise l'enlèvement des dits sables et de traiter pour cet effet avec le chef de La Mazoule⁴⁹.

Ce mémoire, qui malheureusement n'est pas daté, indique une certaine habitude à faire appel à ces travailleurs du pays, ainsi qu'un processus hiérarchique de mise en place des travaux qui semble à son auteur à même de garantir une efficacité optimale dans leur déroulement.

Il est également fait appel aux Maures pour compléter le nombre de frégataires lorsque la situation l'exige. Un mémoire invitant à une limitation du nombre d'employés dans les concessions précise à ce sujet que le nombre de frégataires ne doit « pas dépasser celui de 24 dans un temps même où il est besoin de charger les bâtiments, rien de plus facile que de suppléer les frégataires par des Maures journaliers que l'on est dispensé de nourrir et que l'on paye peu »⁵⁰.

De fait, la Compagnie s'est toujours adjoint un certain nombre de Maures pour compléter son personnel, notamment au niveau de la frégaterie, c'est-à-dire du transport maritime et de la manutention qui lui est associée. En 1745, entre 12 et 33 Maures travaillent chaque mois au chargement des bâtiments, au jour le jour⁵¹, alors que les effectifs de la Compagnie sur ce poste semblent assez stables, aux alentours de 22 frégataires permanents⁵². À travail égal, un Français frégataire pour le compte de la Compagnie reçoit mensuellement 9 livres 27 sols et un

46. *Ibid.*

47. Sur le concept de confiance dans le jeu des rapports économiques on se reportera, entre autre, à Timothy W. Guinnane, « Les économistes, le crédit et la confiance », *Genèses*, n° 79, juin 2010, p. 10.

48. ACCIMP L.III 1038, La Calle, n° 36.

49. *Ibid.*

50. ACCIMP L.III 1038, mémoire non daté (environs de 1762), non signé « diminution des coûts ».

51. ACCIMP L.III 1040, État des Maures frégataires.

52. ACCIMP L.III 386, État du personnel dans les concessions.

Maure 2 piastres⁵³, ce qui représente pour la Compagnie une économie d'environ une livre sur le salaire, à laquelle il faut ajouter celle sur les frais d'hébergement et les rations alimentaires. Finalement, le travail temporaire a de lointaines sources !

Notons enfin que si la Compagnie s'adjoint volontiers le concours des Maures dans l'accomplissement de ces tâches, elle ne laisse pas la même marge de manœuvre à ses officiers. Ainsi, un projet de règlement prévoit dans son article 29 que :

La Compagnie défend à toute personne, officier, employé ou autre, de prendre à son service des Maures et de les garder chez eux comme domestiques, elle adjoint au gouverneur de tenir la main à l'exécution de cet article, d'abolir cet abus s'il existe, et d'empêcher qu'il ne s'introduise. La Compagnie a les plus fortes raisons pour insister sur cet objet et elle ordonne au gouverneur de faire repasser en France, sans attendre ses ordres, ceux qui ne voulant pas se conformer aux intentions de la Compagnie contreviendraient [à] cet article⁵⁴.

Ces raisons ne sont pas développées, mais la simple mention en marge – où les officiers portent les remarques sur les projets transmis – d'un « bon » indique l'aval, la compréhension et le partage des raisons et des conclusions. Par ailleurs, ce refus de voir les hommes de la Compagnie frayer trop régulièrement avec les Maures se retrouve en apostilles. On peut lire régulièrement des commentaires reprochant à tel employé d'être « un mutin et d'avoir donné du pain au Maure », un autre est sanctionné pour la même action, tandis qu'un troisième est jugé « assez bon sujet, mais trop fauflé avec les Maures »⁵⁵.

Ainsi, le travail peut se faire ensemble, et la Compagnie, dans des conditions précaires et presque par défaut, fait appel pour cela à la main-d'œuvre locale, mais elle s'efforce que ses employés et les Maures ne se trouvent pas mêlés, et qu'une distance soit conservée entre les hommes des deux rives de la Méditerranée.

La vision de l'autre

Nous pouvions nous attendre, en abordant ce thème, à rencontrer un fort clivage religieux entre travailleurs chrétiens et musulmans, puisque le commerce que contrôle la Compagnie royale d'Afrique implique des relations avec les « ennemis de la foi », pour reprendre l'expression d'Eloy Martin Corrales⁵⁶.

Le champ lexical des divers correspondants de la direction marseillaise de la Compagnie témoigne de la faiblesse de cette distinction religieuse. Les officiers dans les concessions évoquent en effet leurs rapports avec les nations arabes, les Turcs, les Mazoulens, les Collins, plus fréquemment les Maures, et même si ce dernier terme peut, d'après le Littré, renfermer une connotation religieuse, il ne s'agit de son acception ni la plus large, ni la plus fréquente.

53. Évaluée à La Calle à 4 livres 10 sols la piastre, voir Paul Masson, *Histoire des établissements...*, op. cit., p. 537.

54. ACCIMP L.III 1038, Projet de règlement.

55. ACCIMP L.III 386, État du personnel dans les concessions, vers 1750, apostille des employés Bègue Toussaint, Fréjus Jean-Baptiste, et Aix Jean-Pierre.

56. Eloy Martin Corrales, *Comercio de Cataluña con el mediterraneo musulman (siglos XVI-XVIII). El comercio con los «enemigos de la fe»*, Barcelone, Bellatera, 2000.

Deux exceptions, cependant, sont à noter. Dans une lettre évoquant les difficultés à prévoir en matière de traite des blés, Amalric affirme que

[...] l'avidité du Bey et son inimitié pour la Compagnie feront échouer l'espoir de faire des affaires avec cette puissance [...] à moins qu'il ne fût bridé par l'autorité d'Alger [...]. Quant au Cheik, soit qu'il veuille faire sa cour au Bey de Constantine, soit par animosité envers les chrétiens, qu'il abhorre et déteste, ou soit parce qu'il voudra tirer les fonds de la caisse de la Compagnie comme s'ils lui appartenaient, cet homme donnera toujours des chagrins aux chrétiens habitant La Calle et surtout à l'homme en place⁵⁷.

Référence religieuse, certes, expliquant pour partie, d'après Amalric, une opposition commerciale, qui apparaît cependant bien mince au regard des deux autres arguments évoqués pour expliquer l'animosité du *cheik* envers la Compagnie.

Une autre référence à la division religieuse apparaît en 1787 lorsque Hugues, l'agent du Collo, narre l'agression dont il a été victime : il précise que « ce malheureux [l'agresseur] surprit le sieur Hugues et tira contre lui un coup de fusil chargé de trois balles, et pour s'assurer l'impunité de son crime, il y mit le comble en se réfugiant chez les Maures et en renonçant à sa religion »⁵⁸. Là encore, finalement, l'argument religieux vient simplement en renfort d'une affirmation, rajouter un degré à l'horreur du crime en montrant le peu de morale de son auteur, rappeler la coexistence des deux croyances au quotidien, mais sans pour autant porter sur elles un jugement de valeur ou une hiérarchisation.

La dissemblance religieuse, finalement, n'est qu'un prétexte, un argument étayant facilement une explication, une caractérisation supplémentaire d'un crime, ou d'un caractère – lorsque Gabriel Ramel critique violemment Casserin, qu'il accuse d'être manipulateur et semeur de trouble, il précise qu'il est « impie et athée public »⁵⁹ –, mais, du moins dans la correspondance étudiée ici, ne constitue pas un *casus belli* entre Français et autochtones.

La Compagnie, par ailleurs, semble bien maltraiter elle-même le salut des âmes de ses employés, puisqu'en 1786, un aumônier ayant demandé à être remplacé en raison d'affaires urgentes à régler en France, s'étonne vivement de voir son départ refusé par la direction, à qui il conteste cette capacité. Il annonce néanmoins son départ, et précise que « les consciences de La Calle pourront se passer de prêtre pendant quelques semaines, puisque celles de Bône, du Collo et de Tabarque s'en passent toute l'année »⁶⁰. La religion et les questions spirituelles sont loin de jouer un rôle principal, tant dans l'esprit des directeurs de la Compagnie que dans celui des hommes d'Église.

La correspondance du personnel des concessions laisse apparaître une critique de la violence permanente à laquelle les Français des concessions sont exposés. Funel déclare que vivre sur l'autre rive de la Méditerranée, c'est « souffrir patiem-

57. ACCIMP L.III 391, lettre d'Amalric, 22 juillet 1790.

58. ACCIMP L.III 390, mémoire de Hugues, 1787.

59. ACCIMP L.III 392, lettre de Gabriel Ramel, 22 décembre 1774.

60. ACCIMP L.III 390, lettre de Poiret du 30 avril 1786.

ment et les injures de l'air, et celles des Turcs et des Maures, [...] la plupart déraisonnables et injustes»⁶¹, Maurin expose n'avoir «rien oublié pour faire prospérer le commerce de la Compagnie, même au péril de sa vie qui a couru les plus grands risques par la méchanceté des gens du pays, que c'est même ce qui l'a engagé à demander sa retraite»⁶²...

C'est davantage dans la représentation générale que nous allons trouver les traces du regard que portent les agents de la Compagnie sur les hommes qu'ils côtoient ou ont côtoyés lors de leur séjour en Barbarie. Ainsi, lorsqu'en 1790, de passage à Lyon, Amalric découvre la situation révolutionnaire en France, il écrit à Rémuzat :

Je ne vous entretiendrai pas des fâcheuses nouvelles que nous avons eues ici d'Avignon, et notamment de Nîmes, elles font frémir, il semble que le peuple de Barbarie est venu faire sa résidence en France⁶³.

L'allusion est claire et riche d'enseignement : le désordre et la violence d'un pays en pleine révolution, en mutation profonde, évoque chez ce gouverneur général des concessions son quotidien à La Calle et la situation classique des rapports sur place !

Notons enfin que si les officiers de la Compagnie se permettent des jugements sur les Maures, leur mode de vie et notamment leur rapport à la violence, assez peu ont une idée précise de la réalité des choses. En dehors du gouverneur et des principaux officiers qui traitent essentiellement avec les représentants du dey d'Alger, les contacts sont très limités : coexistence dans le travail, pour la réalisation de certaines tâches précises, certes. Mais les hommes de la Compagnie n'ont pas le droit, nous l'avons dit, d'avoir un domestique maure, ni même d'échanger du pain avec eux, sous peine « d'apostille négative » ou de sanction.

La place de La Calle est, il est vrai, quelque peu coupée du reste de la Barbarie : la description que nous en donne Paul Masson montre cet isolement :

C'était une presqu'île d'environ 400 mètres de long de l'est à l'ouest et de 80 mètres de large environ. [...] Les voyageurs du XVIII^e siècle nous ont laissé des descriptions minutieuses de la place de La Calle. Sur cette presqu'île malsaine, les Compagnies avaient élevé d'importantes constructions et la capitale des concessions, avec son air de forteresse, avec son enceinte et ses portes, avec ses rues toutes tracées au cordeau et bien pavées, ne manquait pas d'une certaine allure⁶⁴.

Ces forteresses, si dérisoires soient-elles, séparent pourtant clairement les Français des habitants des côtes de Barbarie, et l'on ne passe pas les portes sans raisons. Bronde l'écrit en 1746 : « La tracasserie de ces gens-là, et la prison continuelle où l'on est à ne pouvoir sortir le pas de la porte par crainte n'est pas supportable pendant le cours d'une année entière »⁶⁵.

61. ACCIMP L.III 391, lettre de Funel, non datée.

62. ACCIMP L.III 390, dans la correspondance de Martin, extrait des délibérations des directeurs de la Compagnie, 31 mars 1778.

63. ACCIMP L.III 391, lettre d'Amalric, 20 juin 1790.

64. Paul Masson, *Histoire des établissements...*, *op. cit.*, p. 420.

65. ACCIMP L.III 391, lettre de Bronde, 5 janvier 1746.

Ainsi donc, ce sont deux sociétés qui coexistent, comme juxtaposées, sans échange autre que de nature commerciale, sur un même territoire. La comparaison avec la situation des Génois de Tabarka est particulièrement intéressante. Philippe Gourdin distingue deux phases dans son étude de cette place. Alors qu'il présente une société qui « ne peut, dans un premier temps, que ressembler à la société ligure », il note, à partir du XVII^e siècle, le développement d'une « micro-société qui, sans renier ses origines, n'hésite pas à emprunter au milieu et à la population locale, des méthodes ou des genres de vie que les premiers Tabarquins ignoraient ou dédaignaient »⁶⁶. Cette transformation serait selon lui induite par la possibilité acquise par les hommes de faire venir à Tabarka leur famille, qui ne pousse plus à envisager le retour en Ligurie comme une obligation, alors que la Compagnie royale d'Afrique fait perdurer cette interdiction, poussant ainsi ses employés à ne considérer leur présence en Barbarie que comme temporaire, les privant ainsi de toute vision à long terme et d'une quelconque volonté d'adopter leur territoire de travail, de s'enraciner.

Conclusion

Le travail chez l'autre revêt donc, dans le cadre des concessions barbaresques, une dimension particulière. Alors que Paul Masson présentait, au début du XX^e siècle, la colonisation de l'Afrique du Nord comme « la conséquence finale de la longue prépondérance de l'influence française sur la côte nord de l'Afrique »⁶⁷, rien, ici, dans le fonctionnement des concessions, n'évoque une histoire commune, qui aurait rendu concevable un destin partagé, comme tendait à le présenter une certaine mythologie de la colonisation.

Travailler dans les concessions d'Afrique du Nord, c'est être coupé de son pays d'origine sans intégrer pour autant le pays d'accueil. C'est la Compagnie qui gère l'essentiel des relations avec l'autre, qui les impose en tant qu'institution, et non au niveau des personnes. Cette situation efface un certain nombre de difficultés inhérentes à la démarche individuelle de l'expatriation. Elle en fait également apparaître d'autres. En effet, cette excroissance française ne pose pas la question de la gestion des étrangers de la même façon que lorsqu'il s'agit d'individualités. C'est donc bien ici sous l'angle du rapport de force qu'il faut envisager les relations entre les deux partenaires, chacun tentant de limiter la marge de manœuvre et les prérogatives de l'autre en développant les siennes.

Ainsi, c'est cette forme de présence qui paraît à l'origine de l'émergence de situations conflictuelles dans les rapports bilatéraux. Et par là même, la question du « travailler chez l'autre » se pose sous un angle différent : le rapport de force étant le moyen de satisfaire les aspirations de chacun, travailler contre l'autre, c'est aussi travailler avec l'autre.

66. Philippe Gourdin, *Tabarka, histoire et archéologie d'un préside espagnol et d'un comptoir génois en terre africaine (XV^e-XVIII^e siècle)*, Rome-Tunis, École Française de Rome - Institut national du patrimoine de Tunis, 2008, p. 441.

67. Paul Masson, *Histoire des établissements...*, *op. cit.*, p. VI.